

## **COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR SOCIOCULTUREL**

### **Convention Collective de Travail du 15 décembre 2003 définissant les conditions de rémunération pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté Française : Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes, Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales**

#### **CHAPITRE 1 : CHAMP D'APPLICATION**

##### **ARTICLE 1**

La présente Convention Collective de Travail s'applique aux employeurs ressortissants à la Commission paritaire pour le secteur socioculturel et relevant d'un des dispositifs d'agrément et/ou de subventionnement suivants et à leurs travailleurs :

- Ateliers de production et d'accueil, agréés et subventionnés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif du 26 juillet 1990 relatif à l'agrément et au subventionnement des ateliers de production et d'accueil en matière de films et de vidéogrammes et par l'arrêté du 23 février 2000 agréant l'asbl Atelier de création sonore et radiophonique en qualité de structure d'accueil en matière de création radiophonique;
- Bibliothèques, agréées et subventionnées en vertu du décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture, modifié par les décrets des 21 octobre 1988, 19 juillet 1991 et 30 novembre 1992, en ce qu'il vise les associations et fondations de droit privé reconnues comme bibliothèques publiques;
- Centres culturels, agréés et subventionnés en vertu du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels et modifié par le décret du 10 avril 1995;
- Centres de jeunes, agréés et subventionnés en vertu du décret du 20 juillet 2000, déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;
- Organisation d'Éducation permanente, agréées et subventionnées en vertu de l'Arrêté Royal du 5 septembre 1921, de l'Arrêté Royal du 4 avril 1925, de l'Arrêté Royal du 16 juillet 1971, du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'Éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socioculturelle des travailleurs et du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente;
- Fédérations sportives, agréées et subventionnées en vertu du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française;
- La Médiathèque, agréée et subventionnée en vertu de l'Arrêté royal du 7 avril 1971;

- Organisations de jeunesse, agréées et subventionnées en vertu du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;
- Télévisions locales, agréées et subventionnées en vertu de l'article 74 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

Cette convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs couverts par la convention collective de travail du 1er juillet 2002 définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel (Région de Bruxelles-Capitale) et par la convention collective de travail du 16 septembre 2002 définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour les secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Région Wallonne : les Entreprises de Formation par le Travail, les Organismes d'Insertion SocioProfessionnelle, les Centres Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère, les Missions Régionales pour l'Emploi et les Centres de Formation et/ou de réadaptation Professionnelle agréés par l'Agence Wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées (Région wallonne).

Par "travailleurs", on entend les ouvriers et employés, masculins et féminins.

## **CHAPITRE 2 : REMUNERATIONS**

### **ARTICLE 2**

Les rémunérations minimums par catégorie de personnel occupé à temps plein, telles que décrites dans la convention collective de travail du 15 décembre 2003 définissant la classification de fonctions pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté Française : Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes, Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales, seront basées, du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2003, sur les barèmes repris à l'annexe 1, qui est partie intégrante de la présente Convention Collective de Travail.

Ces barèmes sont une base minimale.

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9, les employeurs s'engagent à affecter, en 2003, les moyens supplémentaires octroyés par la Communauté française dans le cadre de l'accord du non marchand de juin 2000 à l'augmentation de la masse salariale pour permettre l'amélioration des rémunérations.

### **ARTICLE 3**

En cas de requalification d'un travailleur employé dans le cadre des programmes de promotion de l'emploi à la date de la signature de cette convention collective de travail, deux années d'ancienneté par saut de qualification seront neutralisées avec un maximum de trois sauts. Toutefois, cette nouvelle ancienneté ne peut pas être inférieure à zéro et la rémunération correspondant à la nouvelle ancienneté ne peut pas être inférieure à celle acquise précédemment.

Par « programmes de promotion de l'emploi », il faut entendre les mesures suivantes :

1. « Projets Régionaux d'Insertion dans le Marché de l'Emploi », créés par le Décret de la Région Wallonne du 31 mai 1990;

2. « Troisième Circuit de Travail », créé par l'Arrêté Royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;
3. « Agent Contractuel Subventionné », créé par le chapitre II de la loi-programme du 30 décembre 1988 et financé sur base de l'arrêté du gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs et assimilés pour autant que leur rémunération soit fixée en fonction du titre dont ils disposent sur base du traitement dont bénéficie un membre du personnel des services du Gouvernement wallon pour un même emploi ou un emploi équivalent, y compris les augmentations barémiques et la prime de fin d'année, en fonction de l'annexe II de l'Arrêté ministériel du 29 novembre 1995 portant exécution des articles 7, § 1er, 1, et 9, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés;
4. « Aides à la promotion de l'emploi » créées par le décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, pour le seul cas des travailleurs transférés à la date de signature de cette convention collective de travail depuis les dispositifs décrits aux points 1, 3 et 4 de cet article et pour autant que la rémunération qui leur a été octroyée dans le cadre du transfert ait été fixée sur base de celle qu'ils percevaient dans les dispositifs antérieurs;
5. « Agent Contractuel Subventionné », créé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 et qui sont aujourd'hui rémunérés, en vertu de la convention prise entre l'ORBEm et l'employeur, en fonction des barèmes des agents de la fonction publique de la région de Bruxelles-Capitale.

#### **ARTICLE 4**

Le travailleur occupé à temps partiel doit, pour un même travail ou un travail de valeur égale, bénéficier d'une rémunération proportionnelle à celle du travailleur occupé à plein temps, et ce conformément à l'article 9 de la Convention Collective de Travail n°35 du 27 février 1981 concernant certaines dispositions du droit du travail en matière de travail à temps partiel, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 21 septembre 1981.

### **CHAPITRE 3 : ANCIENNETE**

#### **ARTICLE 5**

L'ancienneté qui sera prise en compte pour déterminer la rémunération des travailleurs, au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention Collective de Travail, sera l'ancienneté reconnue dans le contrat de travail et, au minimum, l'ancienneté dans l'association.

#### **ARTICLE 6**

En dérogation à l'article 5, en 2003, l'ancienneté qui sera prise en compte pour déterminer la rémunération des travailleurs des secteurs des Centres de jeunes et des Organisations de jeunesse, tels que définis à l'article 1, au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention, sera l'ancienneté prévue à l'article 5, plafonnée à un maximum de 8 années.

## **ARTICLE 7**

Les adaptations barémiques liées à l'ancienneté s'opèrent le premier jour du mois qui suit la date anniversaire du contrat.

## **CHAPITRE 4 : LIAISON DES SALAIRES A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION**

### **ARTICLE 8**

Les rémunérations minimums sont liées à l'indice des prix à la consommation établi mensuellement par le Ministère des affaires économiques et publié au Moniteur belge, et sont adaptées suivant les modalités prévues par la Convention Collective de Travail du 20 mars 1997, rendue obligatoire par Arrêté Royal du 14 septembre 97 (Moniteur Belge 22 octobre 1997).

## **CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

### **ARTICLE 9**

Sans préjudice des dispositions de l'article 51 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le réaménagement éventuel des masses annuelles devra, dans les institutions où le total des rémunérations et avantages est égal à, ou plus élevé que ceux qui sont prévus par la présente Convention Collective de Travail, être discuté par le conseil d'entreprise, à défaut, en concertation entre l'employeur et la délégation syndicale, à défaut, par une convention collective de travail conclue au niveau de l'entreprise.

### **ARTICLE 10**

Les parties conviennent que les avantages accordés par la présente Convention Collective de Travail ne seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que le gouvernement de la Communauté Française exécute intégralement le point 3.2 de l'accord-cadre pour le secteur non-marchand de la Communauté Française, signé le 29 juin 2000.

Ces avantages seront liquidés aux travailleurs, au plus tard le mois qui suit la liquidation des subventions y afférant par les administrations concernées.

## **CHAPITRE 6 : DUREE DE VALIDITE**

### **ARTICLE 11**

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Elle est conclue pour une durée déterminée de 1 an et cesse ses effets le 31 décembre 2003.

## **ANNEXE**

### **ANNEXE 1**

Rémunérations du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 31 décembre 2003

## Annexe 1

à la Convention Collective de Travail du 15 décembre 2003 définissant les conditions de rémunération pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté Française :

Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes,  
Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse,  
Télévisions locales

Rémunérations à partir du 1er janvier 2003

Pivot = 109,46 (base1996)

**Attention la Convention Collective de Travail n°43 octies conclue au sein  
du Conseil National du Travail impose de respecter le Revenu Minimum Moyen Garanti.  
Vérifiez !**

### Echelon 1

	Annuel	Mensuel	Horaire
0	11 897,04	991,42	6,02
1	12 893,40	1 074,45	6,53
2	12 961,32	1 080,11	6,56
3	13 029,00	1 085,75	6,59
4	13 096,68	1 091,39	6,63
5	13 164,36	1 097,03	6,66
6	13 232,04	1 102,67	6,70
7	13 299,96	1 108,33	6,73
8	13 367,76	1 113,98	6,77
9	13 435,32	1 119,61	6,80
10	13 852,32	1 154,36	7,01
11	13 920,00	1 160,00	7,04
12	13 987,56	1 165,63	7,08
13	14 055,36	1 171,28	7,11
14	14 123,16	1 176,93	7,15
15	14 191,08	1 182,59	7,18
16	14 258,76	1 188,23	7,22
17	14 326,20	1 193,85	7,25
18	14 394,00	1 199,50	7,28
19	14 461,80	1 205,15	7,32
20	14 529,72	1 210,81	7,35
21	14 597,28	1 216,44	7,39
22	14 665,08	1 222,09	7,42
23	14 732,64	1 227,72	7,46
24	14 800,56	1 233,38	7,49
25	14 868,36	1 239,03	7,52
26	14 935,92	1 244,66	7,56
27	15 003,72	1 250,31	7,59
28	15 003,72	1 250,31	7,59
29	15 003,72	1 250,31	7,59
30	15 003,72	1 250,31	7,59
31	15 003,72	1 250,31	7,59

## Annexe 1

à la Convention Collective de Travail du 15 décembre 2003 définissant les conditions de rémunération pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté Française :

Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes,  
Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse,  
Télévisions locales

Rémunérations à partir du 1er janvier 2003

Pivot = 109,46 (base1996)

**Attention la Convention Collective de Travail n°43 octies conclue au sein  
du Conseil National du Travail impose de respecter le Revenu Minimum Moyen Garanti.  
Vérifiez !**

### Echelon 2

	Annuel	Mensuel	Horaire
0	13 034,40	1 086,20	6,60
1	14 064,72	1 172,06	7,12
2	14 200,08	1 183,34	7,19
3	14 335,56	1 194,63	7,25
4	14 471,04	1 205,92	7,32
5	14 606,40	1 217,20	7,39
6	14 741,88	1 228,49	7,46
7	14 877,24	1 239,77	7,53
8	15 012,72	1 251,06	7,60
9	15 147,96	1 262,33	7,67
10	15 679,32	1 306,61	7,93
11	15 841,68	1 320,14	8,02
12	16 004,40	1 333,70	8,10
13	16 166,76	1 347,23	8,18
14	16 329,00	1 360,75	8,26
15	16 491,48	1 374,29	8,35
16	16 654,08	1 387,84	8,43
17	16 816,56	1 401,38	8,51
18	16 978,92	1 414,91	8,59
19	17 141,64	1 428,47	8,67
20	17 304,00	1 442,00	8,76
21	17 466,12	1 455,51	8,84
22	17 628,60	1 469,05	8,92
23	17 791,20	1 482,60	9,00
24	17 953,68	1 496,14	9,09
25	18 116,16	1 509,68	9,17
26	18 278,52	1 523,21	9,25
27	18 441,12	1 536,76	9,33
28	18 603,36	1 550,28	9,41
29	18 768,00	1 564,00	9,50
30	18 768,00	1 564,00	9,50
31	18 768,00	1 564,00	9,50

## Annexe 1

à la Convention Collective de Travail du 15 décembre 2003 définissant les conditions de rémunération pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté Française :

Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes,  
Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse,  
Télévisions locales

Rémunérations à partir du 1er janvier 2003

Pivot = 109,46 (base1996)

### Echelon 3

	Annuel	Mensuel	Horaire
0	14 738,28	1 228,19	7,46
1	15 857,88	1 321,49	8,03
2	15 857,88	1 321,49	8,03
3	16 571,28	1 380,94	8,39
4	16 571,28	1 380,94	8,39
5	17 317,08	1 443,09	8,76
6	17 317,08	1 443,09	8,76
7	18 096,24	1 508,02	9,16
8	18 096,24	1 508,02	9,16
9	18 910,56	1 575,88	9,57
10	18 910,56	1 575,88	9,57
11	19 761,72	1 646,81	10,00
12	19 761,72	1 646,81	10,00
13	20 650,80	1 720,90	10,45
14	20 650,80	1 720,90	10,45
15	21 332,52	1 777,71	10,80
16	21 332,52	1 777,71	10,80
17	21 671,16	1 805,93	10,97
18	21 671,16	1 805,93	10,97
19	22 198,20	1 849,85	11,23
20	22 198,20	1 849,85	11,23
21	22 724,88	1 893,74	11,50
22	22 724,88	1 893,74	11,50
23	23 251,92	1 937,66	11,77
24	23 251,92	1 937,66	11,77
25	23 778,96	1 981,58	12,03
26	23 778,96	1 981,58	12,03
27	24 305,64	2 025,47	12,30
28	24 305,64	2 025,47	12,30
29	24 305,64	2 025,47	12,30
30	24 305,64	2 025,47	12,30
31	24 305,64	2 025,47	12,30

## Annexe 1

à la Convention Collective de Travail du 15 décembre 2003 définissant les conditions de rémunération pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté Française :

**Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes, Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales**

Rémunérations à partir du 1er janvier 2003

Pivot = 109,46 (base1996)

### Echelon 4.1

	<b>Annuel</b>	<b>Mensuel</b>	<b>Horaire</b>
0	15 972,48	1 331,04	8,08
1	17 135,16	1 427,93	8,67
2	17 135,16	1 427,93	8,67
3	18 019,44	1 501,62	9,12
4	18 019,44	1 501,62	9,12
5	18 949,20	1 579,10	9,59
6	18 949,20	1 579,10	9,59
7	19 926,84	1 660,57	10,08
8	19 926,84	1 660,57	10,08
9	20 955,24	1 746,27	10,60
10	20 955,24	1 746,27	10,60
11	22 036,44	1 836,37	11,15
12	22 036,44	1 836,37	11,15
13	23 173,68	1 931,14	11,73
14	23 173,68	1 931,14	11,73
15	24 100,44	2 008,37	12,20
16	24 100,44	2 008,37	12,20
17	25 064,52	2 088,71	12,68
18	25 064,52	2 088,71	12,68
19	26 066,76	2 172,23	13,19
20	26 066,76	2 172,23	13,19
21	26 559,48	2 213,29	13,44
22	26 559,48	2 213,29	13,44
23	27 086,64	2 257,22	13,71
24	27 086,64	2 257,22	13,71
25	27 613,32	2 301,11	13,97
26	27 613,32	2 301,11	13,97
27	28 140,12	2 345,01	14,24
28	28 140,12	2 345,01	14,24
29	28 140,12	2 345,01	14,24
30	28 140,12	2 345,01	14,24
31	28 140,12	2 345,01	14,24

## Annexe 1

à la Convention Collective de Travail du 15 décembre 2003 définissant les conditions de rémunération pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté Française :

Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes,  
Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse,  
Télévisions locales

Rémunérations à partir du 1er janvier 2003

Pivot = 109,46 (base1996)

### Echelon 4.2

	Annuel	Mensuel	Horaire
0	18 846,60	1 570,55	9,54
1	19 812,84	1 651,07	10,03
2	19 812,84	1 651,07	10,03
3	20 515,56	1 709,63	10,38
4	20 515,56	1 709,63	10,38
5	21 217,92	1 768,16	10,74
6	21 217,92	1 768,16	10,74
7	21 920,64	1 826,72	11,09
8	21 920,64	1 826,72	11,09
9	22 623,00	1 885,25	11,45
10	22 974,36	1 914,53	11,63
11	23 676,72	1 973,06	11,98
12	23 676,72	1 973,06	11,98
13	24 379,44	2 031,62	12,34
14	24 379,44	2 031,62	12,34
15	25 081,80	2 090,15	12,69
16	25 081,80	2 090,15	12,69
17	25 784,40	2 148,70	13,05
18	25 784,40	2 148,70	13,05
19	26 486,88	2 207,24	13,40
20	26 486,88	2 207,24	13,40
21	27 189,72	2 265,81	13,76
22	27 189,72	2 265,81	13,76
23	27 891,84	2 324,32	14,12
24	27 891,84	2 324,32	14,12
25	28 594,68	2 382,89	14,47
26	28 594,68	2 382,89	14,47
27	29 296,92	2 441,41	14,83
28	29 296,92	2 441,41	14,83
29	29 296,92	2 441,41	14,83
30	29 296,92	2 441,41	14,83
31	29 296,92	2 441,41	14,83

## Annexe 1

à la Convention Collective de Travail du 15 décembre 2003 définissant les conditions de rémunération pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté Française :

Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes,  
Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse,  
Télévisions locales

Rémunérations à partir du 1er janvier 2003

Pivot = 109,46 (base1996)

### Echelon 5

	Annuel	Mensuel	Horaire
0	20 594,76	1 716,23	10,42
1	21 410,16	1 784,18	10,84
2	21 410,16	1 784,18	10,84
3	22 006,08	1 833,84	11,14
4	22 006,08	1 833,84	11,14
5	22 601,76	1 883,48	11,44
6	22 601,76	1 883,48	11,44
7	23 198,16	1 933,18	11,74
8	23 198,16	1 933,18	11,74
9	23 793,84	1 982,82	12,04
10	24 145,08	2 012,09	12,22
11	24 741,24	2 061,77	12,52
12	24 741,24	2 061,77	12,52
13	25 337,04	2 111,42	12,82
14	25 337,04	2 111,42	12,82
15	25 932,96	2 161,08	13,12
16	25 932,96	2 161,08	13,12
17	26 529,12	2 210,76	13,43
18	26 529,12	2 210,76	13,43
19	27 124,80	2 260,40	13,73
20	27 124,80	2 260,40	13,73
21	27 720,96	2 310,08	14,03
22	27 720,96	2 310,08	14,03
23	28 316,76	2 359,73	14,33
24	28 316,76	2 359,73	14,33
25	28 912,80	2 409,40	14,63
26	28 912,80	2 409,40	14,63
27	29 508,72	2 459,06	14,93
28	29 508,72	2 459,06	14,93
29	29 508,72	2 459,06	14,93
30	29 508,72	2 459,06	14,93
31	29 508,72	2 459,06	14,93

## Annexe 1

à la Convention Collective de Travail du 15 décembre 2003 définissant les conditions de rémunération pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté Française :

Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes,  
Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse,  
Télévisions locales

Rémunérations à partir du 1er janvier 2003

Pivot = 109,46 (base1996)

### Echelon 6

	Annuel	Mensuel	Horaire
0	21 510,24	1 792,52	10,89
1	22 564,32	1 880,36	11,42
2	22 564,32	1 880,36	11,42
3	23 508,48	1 959,04	11,90
4	23 508,48	1 959,04	11,90
5	24 452,52	2 037,71	12,37
6	24 452,52	2 037,71	12,37
7	25 396,44	2 116,37	12,85
8	25 396,44	2 116,37	12,85
9	26 340,60	2 195,05	13,33
10	26 691,72	2 224,31	13,51
11	27 635,64	2 302,97	13,99
12	27 635,64	2 302,97	13,99
13	28 579,92	2 381,66	14,46
14	28 579,92	2 381,66	14,46
15	29 523,84	2 460,32	14,94
16	29 523,84	2 460,32	14,94
17	30 467,76	2 538,98	15,42
18	30 467,76	2 538,98	15,42
19	31 412,04	2 617,67	15,90
20	31 412,04	2 617,67	15,90
21	32 355,96	2 696,33	16,37
22	32 355,96	2 696,33	16,37
23	33 299,88	2 774,99	16,85
24	33 299,88	2 774,99	16,85
25	33 299,88	2 774,99	16,85
26	33 299,88	2 774,99	16,85
27	33 299,88	2 774,99	16,85
28	33 299,88	2 774,99	16,85
29	33 299,88	2 774,99	16,85
30	33 299,88	2 774,99	16,85
31	33 299,88	2 774,99	16,85